posé à une occasion le ministre des Finances et comme je l'ai proposé moi-même dans un bill d'initiative parlementaire? En outre, ces mesures comporteraient-elles des mécanismes destinés à fournir des réponses plus nombreuses, plus franches et plus complètes aux questions tant écrites qu'orales posées à la Chambre?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, comme le député, je siège à la Chambre depuis assez longtemps . . .

Une voix: Trop longtemps.

L'hon. M. Sharp: ... et jamais je n'ai vu poser plus de questions, ni le gouvernement y donner plus de réponses ou fournir plus de données ...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

M. Baldwin: Cela prouve le bien-fondé de mon point de vue.

M. Bell: Où étiez-vous hier?

M. l'Orαteur: A l'ordre, je vous prie. Je donne maintenant la parole au député de Saskatoon-Biggar, et ensuite ce sera le tour du député de Champlain.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Serait-il possible de porter ce service d'information à son maximum d'efficacité, afin qu'il soit en mesure de nous fournir des exemplaires de la publication sur les pensions et le bien-être?

L'INDUSTRIE

RÉVISION DE LA POLITIQUE RELATIVE À L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE—ON SUGGÈRE DES POURPARLERS ENTRE LES MINISTRES FÉDÉRAL ET PROVINCIAL

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

A-t-il l'intention de rencontrer son homologue du Québec, M. Saint-Pierre, afin de discuter de la politique qui semble actuellement être l'objet d'un autre litige entre Québec et Ottawa?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, j'ai rencontré M. Saint-Pierre, comme j'avais rencontré son prédécesseur, en un bon nombre d'occasions. Je crois que l'idée suggérée est valable. J'y avais pensé moi-même, et j'ai l'intention de rencontrer M. Saint-Pierre de nouveau bientôt.

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné que l'honorable ministre a laissé entendre qu'il était disposé à réviser la politique relative au sujet qui intéressait le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, j'aimerais lui demander si sa déclaration à l'effet que le gouvernement était disposé à réviser sa politique tient toujours.

L'hon. M. Pepin: Monsieur le président, avant de rencontrer M. Saint-Pierre, de toute évidence, je consulterai les ministres fédéraux intéressés ou responsables de secteurs connexes à celui de l'industrie pétrochimique.

LES FINANCES

L'ACHAT DE DOLLARS AMÉRICAINS—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS—LES PROBABILITÉS DE RÉGLEMENTATION DES PRIX ET DES SALAIRES

[Traduction]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant, le ministre des Finances étant absent depuis quelques jours, ce qui veut sans doute dire quelque chose. Étant donné que les investisseurs étrangers sont à se débarrasser de leurs dollars américains et que la montée en flèche du dollar canadien nuit aux exportations, le gouvernement ferait-il connaître aux Canadiens dans quel gâchis se trouvent les finances du pays en révélant immédiatement, soit dès lundi, quelles sont les sommes totales dépensées chaque jour pour l'achat de dollars américains. On sait que depuis un an, les dollars américains augmentent au rythme de 100 millions par mois, et ce rythme s'accélère, semble-t-il, depuis deux semaines. Le ministre voudrait-il par conséquent fournir ces renseignements aux Canadiens, afin qu'ils puissent comprendre ce qu'il en est de cette question qu'on leur dissimule?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, ainsi que le très honorable député l'a signalé dans le préambule de sa question, nous sommes aux prises avec une situation très pénible, quoique universelle, par suite du fléchissement du dollar américain, fléchissement qui a ses répercussions sur la valeur de toutes les devises du monde et fait grimper le prix de l'or. Le ministre des Finances n'a pas à traiter sur une base quotidienne des transactions du gouvernement sur le marché des changes. Je vais signaler cette question à l'attention du ministre qui, à son retour à la Chambre, pourra certes répondre au très honorable député de façon satisfaisante.

M. Baldwin: Demandez à Ben: l'année dernière, il avait réponse à tout.

Le très hon. M. Diefenbaker: J'aimerais également demander au ministre s'il se souvient que M. Connally, l'ancien secrétaire au Trésor des États-Unis, avait prédit les répercussions sur le dollar canadien, ce à quoi l'ancien ministre des Finances, l'honorable représentant de Kingston, avait répondu qu'il ne craignait pas de hausse du dollar. Ayant changé de ministre des Finances, le gouvernement a-t-il maintenant changé d'avis à ce sujet?